monthey

- ☐ **QUESTION ECRITE** (art. 41 du Règlement du CG)
- ☐ **POSTULAT** (art. 39 du Règlement du CG)
  - ☐ dépôt
  - ☐ développement
- ☐ **MOTION** (art. 38 du Règlement du CG)
  - ☐ dépôt
  - ☐ développement
- ☒ **INTERPELLATION** (art. 40 du Règlement du CG)
- ☐ **RESOLUTION** (art. 43 du Règlement du CG)

déposé(e) en séance du Conseil général du : 1er décembre 2025

"Titre" : Le Conseil général peut-il réellement amender le budget ?

Texte de l'intervention :

En date du 11 décembre 2023, le Conseil général traitait le budget 2024 de la commune. À cette occasion, il avait approuvé un amendement visant à doter le compte 3222.3636.02 de 10 000 CHF supplémentaires, le faisant passer de 30 000 CHF à 40 000 CHF.

Lors du Conseil général du 9 décembre 2024, l'examen du budget 2025 avait permis de constater que ce montant avait été rabaissé à 30 000 CHF par la Municipalité. Notre étonnement avait été signifié, et il avait été répondu que la rigueur budgétaire avait été la cause de ce réajustement à la baisse.

Le 16 juin 2025, lors de l'examen des comptes 2024 par le Conseil général, le constat était sans appel : seuls 27 700 CHF avaient été dépensés sur le compte 3222.3636.02 Subsides aux sociétés locales. Si l'on peut imaginer, non sans grincer quelque peu des dents, que moins de ressources financières auraient finalement été nécessaires en 2024 (quand bien même cela contredirait la plupart des retours entendus à ce sujet), on peut plus difficilement accepter le montant de 30 000 CHF apparaissant dans la colonne « Budget 2024 » à côté de celle des comptes 2024.

La volonté du Conseil général semble ainsi n'avoir pas du tout été respectée.

En résumé :

- Budget 2024 : approbation d'un amendement par le Conseil général ;
- Budget 2025 : la Municipalité revient à sa version originelle ;
- Comptes 2024 : le montant apparaissant n'est pas celui voté par le Conseil général, mais le montant originel de la Municipalité.

Questions :

Ces constats interpellent. Cette manière de faire pose des questions sur le fonctionnement démocratique de nos institutions et le respect des décisions du législatif par l'exécutif. Les amendements au budget qui passent la rampe du plénum sont pour le moins rares à Monthey. Le montant dont il est question ici est particulièrement faible en regard du budget global de la commune. Je demande donc au Conseil municipal de répondre aux questions suivantes :

1. Comment expliquer que le montant « Budget 2024 » du compte 3222.3636.02 apparaissant dans les comptes 2024 ne soit pas celui approuvé par le Conseil général ?
2. Les amendements au budget ont-ils une quelconque valeur ? Existent-ils encore après la séance du Conseil général, ou bien la Municipalité dispose-t-elle d'un blanc-seing pour ne pas les appliquer ?
3. Lors des décisions de « rigueur budgétaire », les (très) rares comptes amendés par le Conseil général sont-ils prioritaires pour être revus à la baisse ? Ne devraient-ils pas plutôt être ceux auxquels l'on ne touche pas, au moins pour quelques années, plutôt que pour 0, comme c'est le cas ici ?
4. Quelles garanties le Conseil municipal peut-il apporter au Conseil général pour que de tels cas de figure ne se reproduisent plus et que les décisions démocratiques du législatif soient respectées et appliquées, et non pas jetées aux oubliettes ?

Nom prénom : Clément BORGEAUD

Représentant le parti / groupe : Parti socialiste et Gauche citoyenne

Date : 6 novembre 2025

➔ A transmettre, à l'issue de la séance, au bureau du Conseil général

Conseil général

Réponse à l'interpellation de M. Clément BORGEAUD
représentant du parti PS et GC
formulée en séance du Conseil général le 6 novembre 2025
répondu en séance du Conseil général le 1er décembre 2025

Titre : Le Conseil général peut-il réellement amender le budget ?

Développement :

En date du 11 décembre 2023, le Conseil général traitait le budget 2024 de la commune. À cette occasion, il avait approuvé un amendement visant à doter le compte 3222.3636.02 de 10 000 CHF supplémentaires, le faisant passer de 30 000 CHF à 40 000 CHF.

Lors du Conseil général du 9 décembre 2024, l'examen du budget 2025 avait permis de constater que ce montant avait été rabaissé à 30 000 CHF par la Municipalité. Notre étonnement avait été signifié, et il avait été répondu que la rigueur budgétaire avait été la cause de ce réajustement à la baisse.

Le 16 juin 2025, lors de l'examen des comptes 2024 par le Conseil général, le constat était sans appel : seuls 27 700 CHF avaient été dépensés sur le compte 3222.3636.02 Subsides aux sociétés locales. Si l'on peut imaginer, non sans grincer quelque peu des dents, que moins de ressources financières auraient finalement été nécessaires en 2024 (quand bien même cela contredirait la plupart des retours entendus à ce sujet), on peut plus difficilement accepter le montant de 30 000 CHF apparaissant dans la colonne « Budget 2024 » à côté de celle des comptes 2024.

La volonté du Conseil général semble ainsi n'avoir pas du tout été respectée.

En résumé :

- Budget 2024 : approbation d'un amendement par le Conseil général ;
- Budget 2025 : la Municipalité revient à sa version originelle ;
- Comptes 2024 : le montant apparaissant n'est pas celui voté par le Conseil général, mais le montant originel de la Municipalité.

Questions :

Ces constats interpellent. Cette manière de faire pose des questions sur le fonctionnement démocratique de nos institutions et le respect des décisions du législatif par l'exécutif. Les amendements au budget qui passent la rampe du plénum sont pour le moins rares à Monthey. Le montant dont il est question ici est particulièrement faible en regard du budget global de la commune. Je demande donc au Conseil municipal de répondre aux questions suivantes :

1. Comment expliquer que le montant "Budget 2024" du compte 3222.3636.02 apparaissant dans les comptes 2024 ne soit pas celui approuvé par le Conseil général ?

2. Les amendements au budget ont-ils une quelconque valeur ? Existent-ils encore après la séance du Conseil général, ou bien la Municipalité dispose-t-elle d'un blanc-seing pour ne pas les appliquer ?

3. Lors des décisions de « rigueur budgétaire », les (très) rares comptes amendés par le Conseil général sont-ils prioritaires pour être revus à la baisse ? Ne devraient-ils pas plutôt être ceux auxquels l'on ne touche pas, au moins pour quelques années, plutôt que pour 0, comme c'est le cas ici ?

4. Quelles garanties le Conseil municipal peut-il apporter au Conseil général pour que de tels cas de figure ne se reproduisent plus et que les décisions démocratiques du législatif soient respectées et appliquées, et non pas jetées aux oubliettes ?

1. REPONSES AUX INTERROGATIONS

1. Comment expliquer que le montant "Budget 2024" du compte 3222.3636.02 apparaissant dans les comptes 2024 ne soit pas celui approuvé par le Conseil général ?

Lors de l'établissement des comptes 2024, la modification de l'amendement du Conseil général relative aux comptes susmentionnés n'a pas été faite dans le budget 2024. Il s'agit d'un oubli du Service des "Finances".

2. Les amendements au budget ont-ils une quelconque valeur ? Existent-ils encore après la séance du Conseil général, ou bien la Municipalité dispose-t-elle d'un blanc-seing pour ne pas les appliquer ?

Les amendements sont suivis par le service concerné pour le budget en question. Dans ce cas, le montant arrêté par le Conseil général à Fr. 40'000.--, pour les demandes ponctuelles, n'a pas été consommé durant l'année, faute de demandes. En effet, le montant des demandes allouées a atteint la somme de Fr. 27'700.--.

3. **Lors des décisions de "rigueur budgétaire", les (très) rares comptes amendés par le Conseil général sont-ils prioritaires pour être revus à la baisse ? Ne devraient-ils pas plutôt être ceux auxquels l'on ne touche pas, au moins pour quelques années, plutôt que pour 0, comme c'est le cas ici ?**

   Non, les comptes amendés par le Conseil général ne sont pas prioritaires pour être revus à la baisse. Lors du processus budgétaire, le budget base 0 est appliqué.

   Cette méthode de budgétisation implique que toutes les dépenses doivent être justifiées, notamment sur la base des comptes connus et non du budget.

   Il est rappelé que l'élaboration du budget, la gestion financière et l'établissement des comptes sont de la compétence du Conseil municipal**.**

4. **Quelles garanties le Conseil municipal peut-il apporter au Conseil général pour que de tels cas de figure ne se reproduisent plus et que les décisions démocratiques du législatif soient respectées et appliquées, et non pas jetées aux oubliettes ?**

   Un amendement doit concerner uniquement l'année budgétaire en question. En effet, et pour rappel, toutes les dépenses sont remises en question lors du processus budgétaire selon la méthode du budget base 0.

Monthey, le 24 novembre 2025